

**Résumé :** 1/ Les conséquences négatives de la crise du coronavirus sur le marché du travail se confirment 2/ Le fonds de soutien destiné aux petites entreprises partageant leurs locaux commerciaux seraient insuffisants pour répondre aux effets de la crise 3/ Les banques lancent des investigations en interne concernant la vente de services supplémentaires 4/ Le Trésor envisage la création d'une « mauvaise banque » 5/ Le gouvernement publie les dernières données sur le montant des prêts et facilités accordés au titre du plan de soutien Covid-19 ainsi que des aménagements sur les conditions de délivrance de ces prêts 6/ La British Business Bank publie les conditions définitive du programme d'aide aux start-up (*Future Fund*) dont le lancement officiel le 20 mai 7/ A l'appui des enseignements de la crise actuelle, les supermarchés veulent repenser leurs modes d'approvisionnement 8/ En restauration hors domicile, réouverture progressive de certains points de vente.

### **1. Évolution épidémiologique**

Au 18 mai, 2 682 716 tests avaient été effectués, dont 100 678 le 17 mai. 1 887 051 personnes ont été testées, et 246 406 se sont révélées positives.

Au 17 mai, 34 796 des personnes testées positives pour le coronavirus au Royaume-Uni sont décédées. Le ministre de la Santé a annoncé hier au Parlement que toute personne de plus de cinq ans présentant des symptômes pourrait désormais être testée pour le coronavirus.

### **2. Mesures nouvelles de soutien économique**

/

### **3. Impact économique et financier**

**Les premiers signes du Covid-19 apparaissent sur le marché du travail** – Plusieurs études publiées ce jour et ce week-end confirment que les mesures de soutien (gel des salaires, chômage partiel) n'ont pas permis aux entreprises d'éviter les licenciements et le gel des embauches. Selon une [étude](#) du CIPD, organisme professionnel pour les RH et le groupe de recrutement Adecco, plus d'1/5 des employeurs britanniques prévoient de procéder à des licenciements au cours des trois prochains mois, les intentions d'embauche étant à leur plus bas niveau depuis au moins 15 ans. L'étude confirme les prévisions de l'économiste en chef de la Banque d'Angleterre, Andy Haldane, qui a averti dans une interview accordée au Telegraph ce week-end que le RU se dirigeait vers les niveaux de chômage des années 1980. Sur la base des réponses reçues au début du mois d'avril, l'enquête de la CIPD reflète les intentions des employeurs au cours des premières semaines du déconfinement, mais elle montre que plus de la moitié des employeurs du secteur privé, et 42 % de l'ensemble des employeurs, prévoyaient déjà un gel des salaires, 15 % d'entre eux s'attendant à une réduction des salaires et 29 % à une réduction des primes. L'enquête CIPD révèle de grandes disparités régionales : à Londres et dans les West Midlands, plus d'un quart des entreprises prévoient de supprimer des emplois, tandis que les effectifs devraient globalement augmenter en Écosse, au Pays de Galles et dans les régions du nord de l'Angleterre qui présentent une plus forte concentration d'emplois dans le secteur public. Une [étude](#) publiée par la Resolution Foundation montre que les travailleurs les moins bien payés seraient beaucoup plus susceptibles de perdre leur emploi ou d'être licenciés que ceux qui se situent plus haut dans l'échelle des salaires, tout comme les travailleurs ayant un contrat à durée déterminée, un horaire variable ou un travail intérimaire. Enfin, une enquête publiée aujourd'hui par l'Institut of Student Employers indique que les entreprises

prévoient de recruter près d'un tiers d'apprentis et de jeunes quittant l'école en moins qu'elles ne l'avaient prévu avant la pandémie, tandis que l'embauche de diplômés diminue de 12%.

Les postes vacants ont diminué de 19,8 % entre février et mars, une baisse bien plus importante que pendant la crise de 2008-09. Les heures travaillées (moyenne de janvier à mars) ont également diminué sur le mois, et notamment de 16 % la dernière semaine de mars. Les inscriptions au *Universal Credit* pour des raisons de chômage ont augmenté de 69,1 % entre mars et avril, portant le nombre total d'individus ayant accès aux allocations sociales en raison d'une situation de chômage à plus de 2 millions, soit 2,5 % de la main d'œuvre britannique. Bien que le taux de chômage ait diminué à 3,9 % en mars (contre 4 % en février), la hausse des inscriptions au *Universal Credit* pointe vers une augmentation du taux de chômage à 6,4 % en avril. La croissance des salaires a diminué à 2,4 % en mars, contre 2,8 % en février, cette tendance devant continuer sur les prochains mois.

#### **4. Analyse sectorielle / entreprises**

**Le fonds de soutien destiné aux petites entreprises partageant leurs locaux commerciaux seraient insuffisants pour répondre aux effets de la crise** - Début mai, le gouvernement avait annoncé un soutien public de 617 M£ pour les entreprises non-assujetties au *business rate*. Les subventions, d'un montant maximum de 10 000 livres sterling par société, sont distribuées par les autorités locales aux entreprises partageant leurs locaux professionnels telles que les commerçants exerçant leurs activités sur les marchés. Selon plusieurs autorités locales et des fédérations, des milliers de petites entreprises seraient incapables d'accéder à ce fonds d'urgence destiné à prévenir les faillites en raison du dimensionnement du dispositif jugé beaucoup trop modeste.

**Les banques lancent des investigations en interne concernant la vente de services supplémentaires** – Selon le Financial Times, les équipes de conformité des principales banques d'investissement, dont Barclays, Deutsche Bank, HSBC et Santander, ont procédé à des revues internes pour évaluer si des services financiers annexes avaient été vendus par leurs équipes dans le cadre d'octroi de prêts garantis par l'État. Ceci intervient suite à l'envoi d'une [lettre](#) de la FCA, qui s'était inquiétée de la pression exercée par certaines banques pour vendre des services supplémentaires, tels que des conseils en émission d'actions et/ou fusions et acquisitions, à leurs clients en besoin de financement. Selon le superviseur, certaines banques auraient même récolté des frais de transactions de la part de leurs clients sans pour autant avoir participé aux opérations d'investissement, ce qui pourrait créer les conditions d'un scandale financier.

**Le Trésor envisage la création d'une « mauvaise banque », selon The Times** – Celle-ci pourrait détenir les parts d'entreprises en faillite et recapitalisées par le gouvernement dans l'après-crise. Si le gouvernement s'est pour l'instant montré réticent à l'idée de nationaliser les entreprises, il pourrait être forcé d'intervenir en tant que prêteur de dernier ressort, en fournissant du financement convertible (*convertible bonds*) en capital à certaines entreprises particulièrement touchées par la crise. UK Government Investments, l'unité du Trésor responsable du UK Financial Investments (la « mauvaise banque » ayant récupéré les portefeuilles de prêts de Northern Rock en 2008) et gestionnaire des parts du gouvernement chez NatWest, est chargée de réfléchir à ce mécanisme.

**Le gouvernement [publie](#) les dernières données sur le montant des prêts et facilités accordés au titre du plan de soutien Covid-19 ainsi que des aménagements sur les conditions de délivrance de ces prêts** – S'agissant du *Covid Corporate Financing Facility* de la BoE (CCFF), 230 entreprises ont été autorisées à ce jour à y accéder pour un montant de 18,8 Md£ de prêts accordés à 55 entreprises et

pour des autorisations à hauteur de 38,8M£ de prêts potentiels supplémentaires, notamment à 68 autres entreprises qui apportent une contribution significative à l'économie britannique. S'agissant des prêts garantis par l'État, plus de 22 M£ de prêts ont été délivrés par les organismes financiers à plus d'un demi-million (505 040) d'entreprises par le biais des trois principaux programmes de prêts garantis par le gouvernement (*Bounce Back Loan Scheme*, *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* et du *Coronavirus Large Business Interruption Loan Scheme/CLBILS*), dont 7 M£ au cours de la seule semaine dernière. Cela représente environ sept fois la valeur hebdomadaire moyenne de tous les nouveaux prêts approuvés pour les PME au cours de l'année qui s'achève en février 2020.

A compter du 19 mai, afin d'encourager les entreprises à rembourser leurs emprunts de manière ordonnée après la fin du dispositif en mars 2021, toutes les entreprises qui souhaitent bénéficier du CCFE pour une période s'étendant au-delà du 19 mai 2021 devront s'engager, par lettre au HMT, à « faire preuve de retenue » sur le paiement des dividendes et sur la rémunération des cadres supérieurs pendant la période du prêt. Les mêmes engagements devront être pris par les entreprises bénéficiant du dispositif CLBILS. Par ailleurs, les entreprises qui ont fait des tirages au titre du CCFE pourront désormais rembourser leurs tirages par anticipation si elles le souhaitent. Cette option devrait leur fournir une plus grande flexibilité pour sortir de la facilité de liquidités de manière ordonnée, lorsqu'elles sont en mesure d'accéder à d'autres sources de financement, par exemple sur les marchés des capitaux. Les noms de entreprises qui ont effectué des tirages au titre de la CCFE, ainsi que les montants empruntés seront rendus publics, à partir du 4 juin, de manière hebdomadaire par le BoE, par souci de transparence et pour permettre aux entreprises participantes de démontrer leur accès au système. Ces détails seront publiés par la Banque tous les jeudis, à partir du 4 juin à 15h00 (GMT).

A compter du 26 mai, les prêts disponibles dans le cadre du CLBILS pourront aller jusqu'à 200 M£ contre 50M£ aujourd'hui.

**La British Business Bank [publie](#) les conditions définitive du programme d'aide aux start-up (*Future Fund*) dont le lancement officiel le 20 mai** – Ce fonds de 250 M£ offrira jusqu'à 5 M£ de prêts gouvernementaux à condition que le montant soit égalé par les investisseurs du secteur privé. Ces prêts pourront ensuite être remboursés ou convertis en capital avec une décote lors du prochain cycle de financement ou après trois ans. Contrairement aux investissements en capital, ces prêts convertibles ne comportent aucune obligation d'évaluation de l'entreprise, ce qui devrait contribuer à accélérer la mise à disposition des fonds, la BBB s'engageant à une délivrance des fonds dans les 14 jours seulement suivant la demande. L'obligation pour les investisseurs d'apporter une contrepartie aux fonds publics vise en partie à garantir que seules les entreprises bénéficiant d'un soutien du secteur privé sont soutenues par l'argent public. Le secteur continue toutefois de s'inquiéter de l'incompatibilité de ce régime avec le régime d'investissement des entreprises, qui offre un allègement fiscal aux investisseurs dans les entreprises en phase de démarrage, et qui pourrait donc empêcher certaines jeunes entreprises d'accéder à des fonds par le biais du Future Fund. Or, rendre le programme compatible avec l'EIS nécessiterait une nouvelle législation, ce qui retarderait encore plus le lancement du dispositif qui a déjà beaucoup tardé selon la communauté des start-ups.

**A l'appui des enseignements de la crise actuelle, les supermarchés veulent repenser leurs modes d'approvisionnement** - Selon *The Grocer*, la crise du Covid-19 a mis en avant la fragilité des chaînes d'approvisionnement des supermarchés. Des pénuries de stock ont été constatées sur certaines catégories de produits, notamment sur les denrées alimentaires non périssables. Seraient en cause notamment l'absence d'anticipation des besoins d'approvisionnement qui se basent sur des algorithmes ne prenant pas en compte les informations en temps réels ainsi que la logistique de l'approvisionnement qui est mondialisée et réglée pour une livraison « juste à temps » ne permettant pas d'absorber des fluctuations importantes et non prévues. Avec le Brexit et l'incertitude prolongée dû à l'épidémie qui pourra entraîner

des blocages et des fluctuations de la demande, les fournisseurs et les supermarchés cherchent donc à repenser leur stratégie globale d'approvisionnement et à moderniser leur technologie numérique.

**En restauration hors domicile, réouverture progressive de certains points de vente** - Subway commence sa réouverture avec 600 sites au Royaume-Uni. Ils ont mis en place de nombreuses mesures comme des marques au sol pour aider à respecter la distanciation sociale, des procédures d'hygiène améliorées et des équipements spéciaux pour les employés. A partir du 14 Mai M&S a également lancé la réouverture d'une cinquantaine de point de vente pour servir des boissons chaudes à emporter.